

De Le Pen à Meloni l'extrême droite est un danger pour l'école publique

Avec l'extrême droite au pouvoir, où en est l'éducation en Hongrie et en Italie ?



Programmes : nationalisme, rechristianisation et privatisation

Dans ces 2 pays, des auteurs et autrices nationalistes sont ajoutés aux programmes tandis que des auteurs et autrices progressistes contemporains sont censurés et leurs œuvres retirées. L'histoire ne cesse d'être revisitée dans un sens nationaliste, notamment en minimisant les crimes du fascisme.

Défenseur des racines chrétiennes du pays, Orban prive de moyens l'école publique afin de privilégier les écoles gérées par l'Eglise aux frais de l'Etat. Il rend aussi obligatoires des cours de religion et de morale.

Comme Orban, les maires RN et collectifs de parents "vigilants" et "en colère" mènent en France une chasse aux profs accusés d'endoctriner les élèves et de leur délivrer des cours à contenu pornographique !



Pédagogie : école d'antan



Le travail en groupes ou la coopération ne sont plus possibles en Hongrie où la liberté pédagogique n'existe plus. Les élèves, qui sont passés à 38h de cours par semaine en plus du travail à la maison, doivent se contenter d'apprendre par cœur.

En Italie, Meloni a mis en place une note de conduite pour la rentrée 2025.

En Italie comme en Hongrie, le pouvoir prend la main sur les manuels scolaires, dont il a réduit le nombre, et utilise l'éducation à la sexualité pour diffuser ses idées homophobes et transphobes.

Scolarisation : racisme et tri social

La politique néolibérale poursuivie par les dirigeant·es néofascistes a réduit drastiquement le budget de l'éducation en Italie, où 48% de la population arrête l'école à 14 ans et moins de 20 % va à la fac. Ces chiffres sont encore plus alarmants dans les régions à forte présence de familles immigrées.

En Hongrie, la scolarisation des tziganes est de plus en plus compliquée.

Comme Meloni qui a supprimé le revenu de citoyenneté, les villes RN d'Hayange, Béziers, Cogolin... mènent une chasse aux pauvres à l'école en augmentant le prix des transports et cantines scolaires, du périscolaire, et même en mettant fin au prêt de dictionnaires !



Statuts : la fin des fonctionnaires

En Hongrie, sous la tutelle du ministère de l'Intérieur depuis 2022, les enseignant·es ne sont même plus fonctionnaires depuis qu'une loi leur a retiré ce statut en 2024. Cette loi permet aussi la surveillance électronique des personnels et réintroduit les infractions et procédures disciplinaires collectives, telles les licenciements collectifs, notamment pour fait de grève.

En Italie, la loi de juin 2024 fait passer aux régions le recrutement des profs et la formation.

Salaires : précarité

En Hongrie, le salaire des enseignant·es est le plus bas d'Europe (600€/mois), les obligeant à cumuler un 2^e ou 3^e emploi, comme en Italie. Il est déterminé par le chef d'établissement via une évaluation de la performance. Il peut être inférieur au minimum légal en cas de notation négative. On aboutit à une pénurie record de personnels, avec 35000 postes non pourvus.

En Italie, les salaires ont aussi beaucoup baissé avec une précarisation de tous les personnels.

Travail : toujours plus

Orban et Meloni ne cessent de communiquer et légiférer sur l'école en dénigrant systématiquement les enseignant·es.

La loi de janvier 2024 impose en Hongrie :

- le passage à la semaine de 48h dont 24h d'enseignement ;
- l'obligation de remplacement non rémunéré des collègues absent·es jusqu'à 60h/an ;
- de nouvelles missions sans lien avec le poste comme l'entretien des locaux.

